

ROYAUME DE BELGIQUE

Intervention de

Marc PECSTEEN de BUYTSWERVE,  
Représentant Permanent  
de la Belgique auprès des Nations Unies

**Briefing du Conseil de Sécurité**  
Sur la Syrie

New York, 30/04/2019

---

Monsieur le Président,

Je souhaiterais remercier l'Envoyé Spécial, M. PEDERSEN, pour son exposé et pour son engagement.

Monsieur le Président,

La situation sur le terrain en Syrie reste inquiétante, et nous sommes particulièrement préoccupées par **l'escalade de la violence à Idlib**. Nous appelons toutes les parties, et particulièrement les garants d'Astana, à renforcer leur engagement envers l'accord signé en septembre. Une offensive militaire provoquerait une crise humanitaire avec des effets désastreux, non seulement pour les trois millions d'habitants à Idlib, mais également pour la région. Nous appelons à l'application du cessez-le-feu sur tout le territoire syrien.

A ce jour, après huit ans de conflit, des millions de personnes sont toujours dans **le besoin humanitaire**; des millions de personnes sont toujours déplacées. Les citoyens syriens doivent rester au centre de nos préoccupations. Dans le contexte actuel, il est difficile de qualifier les évolutions comme étant positives. Mais il est de notre devoir de garder l'espoir; comme c'est le devoir de ce Conseil de travailler ensemble vers une solution politique. Nous encourageons l'Envoyé Spécial dans la mise en œuvre de ses cinq objectifs.

Monsieur le Président,

Nous soutenons l'Envoyé Spécial dans la poursuite de ses actions concrètes en faveur des **détenus, des personnes enlevées et disparues**. Nous notons l'échange récent de 18 prisonniers. Mais, il nous reste un long chemin à parcourir. Enormément de progrès restent à faire dans ce dossier, en conformité au droit international humanitaire. Des milliers et milliers de Syriens attendent un signe de vie de leurs proches. Nous appelons tous les Etats membres à utiliser leur influence sur les parties au conflit afin de promouvoir la libération des personnes détenues arbitrairement.

La Belgique appelle à la convocation, dès que possible, d'un **comité constitutionnel** qui constituerait une première étape vers un dialogue plus approfondi et vers de véritables négociations dans la mise en

œuvre du communiqué de Genève et de la Résolution 2254, sous les auspices de l'ONU.

Mais l'ONU ne pourra donner son sceau de légitimité que si sa constitution répond aux critères nécessaires de crédibilité, d'équilibre et d'inclusivité. De plus, les procédures et méthodes de travail ne sont pas des détails techniques, mais doivent faire intégralement partie de chaque accord. Les parties devraient travailler avec diligence et de manière constructive en vue d'une solution; un accord réussi doit **faire preuve d'un engagement réel de toutes les parties**. Nous soutenons l'Envoyé Spécial pour ses échanges réguliers avec les parties au conflit afin d'approfondir le dialogue et de susciter la confiance.

M. Le président,

La Syrie et ses citoyens méritent **un avenir pacifique et inclusif**. Le chemin de la paix durable passe par la réconciliation et la justice. Ce n'est que lorsque les conditions d'un retour sûr, digne, volontaire et bien informé sont remplies que les réfugiés pourront rentrer chez eux. **Ce n'est que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive** sera fermement engagée, que la Belgique sera prête à soutenir la reconstruction du pays.

Je vous remercie.